Maroc

LE CONGRES DE LA GAUCHE

PAR PIERRE-LUC SEGUILLON

Un congrès de la gauche marocaine est une chose rare. Elle mérite qu'on s'y arrête. Au moment où l'on parle d'« ouverture » du palais et où se développe l'éclosion de partis plus ou moins représentatifs, le congrès de l'Union socialiste des forces populaires, qui vient de se tenir à Casablanca, est un événement marquant. Ce congrès, qui a confirmé la volonté de lutte du parti de Mehdi Ben Barka, a consacré Me Abderrahim Bouabid à la tête de son secrétariat général. Mais il y avait un absent de marque réduit à l'exil : Mohamed Basri. C'est l'analyse du congrès de l'U.S.F.P. et le point de vue de Basri que nous présentons dans les deux articles qui suivent.

Il n'était pas là, bien sûr. Enlevé et assassiné en octobre 1965 sur le territoire français par les services secrets chérifiens, Mehdi Ben Barka appartient désormais à l'histoire passée du Maroc. Pourtant, il est bien présent, ce vendredi 10 janvier, lorsque s'ouvre à Casablanca le congrès extraordinaire de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), titre que viennent d'adopter les responsables de l'ancienne U.N.F.P. (Union nationale des forces populaires).

Il est là, presque physiquement, par ce portrait accroché au mur de la grande salle du palais des congrès et qui regarde quelque six cent cinquante militants venus de toutes les provinces du royaume, à l'exception d'une seule (Al-Hoceïma). Tels sont bien les visages que souhaitait rassembler le fondateur de l'U.N.F.P. : beaucoup de jeunes, des anciens aussi — ils représentent un tiers du congrès ; quelques cols blancs et nombre de djellabahs et de turbans villageois. En somme une assemblée populaire. Les statistiques le montrent : 24,2 % d'ouvriers, 18,1 % de paysans, 12,6 % de commerçants et d'artisans, 23,5 % de fonctionnaires et d'employés, le reste revenant aux professions libérales, aux universitaires et aux étudiants.

Mehdi Ben Barka est là, surtout, dans cette « Option révolutionnaire » définie par lui lors de la fondation de l'U.N.F.P. et qui inspire aujourd'hui l'ensemble des documents présentés à ce congrès. Ceux qui se trouvent à la tribune pour introduire ces rapports sont tous, d'ailleurs, d'anciens compagnons du leader marocain. Me Abderrahim Bouabid, le « *Sphinx de Salé* », a le cheveu plus blanc, certes, mais l'ancien ministre de l'Economie demeure l'âme et le rassembleur de ce parti. Il va se voir confier à l'unanimité les fonctions de premier secrétaire de l'U.S.F.P. A ses côtés se trouve Mohamed Elyazghi, col roulé, veste sport, l'un des responsables les plus discrets et les plus efficaces du parti, l'un de ceux, aussi, qui ont le plus souffert de la répression. On reconnaît également le visage buriné et volontiers rieur de Mohamed Benjelloun. Volubile, chaleureux, il semble n'avoir rien perdu de son enthousiasme militant bien qu'il ne soit qu'en liberté provisoire et encoure, à nouveau, la peine de mort.

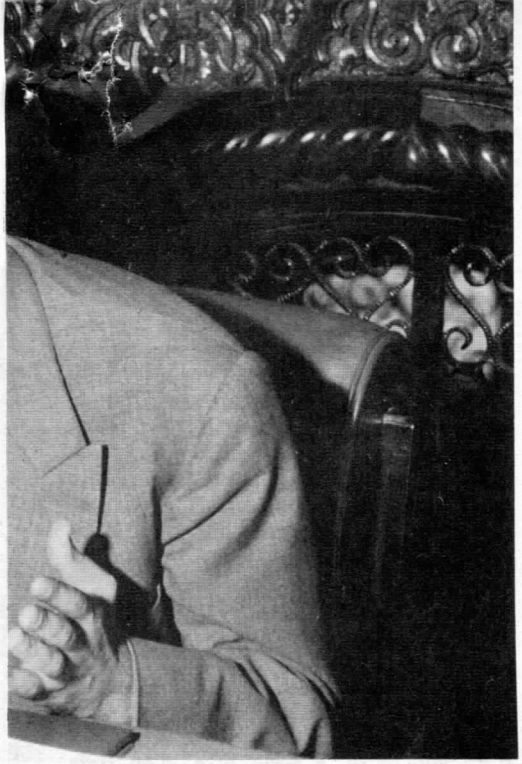
En passant par le Sahara

Il est sans doute étonnant de retrouver tous ces hommes réunis au grand jour dans un congrès national, devant un parterre d'ambassadeurs et de chargés d'affaire. Les journalistes qui sont ici avaient davantage coutume de les observer au banc de l'accusation ou à celui de la défense, menacés par le procureur du roi des peines les plus sévères sous l'inculpation d'avoir comploté contre Sa Majesté ou, plus simplement, d'avoir répandu des idées subversives. Or les voici, aujourd'hui, qui proclament leur volonté d'instaurer une « *démocratie socialiste* » seule capable « *de résoudre de façon rationnelle et certaine les problèmes fondamentaux qui se posent* », appelant « *la mise en place d'un système de planification démocratique* » et « *la nationalisation des principaux moyens de production, de transport, d'échange et de crédit* ». Comment expliquer que Hassan II ait pu tolérer ce congrès qui, selon l'expression de Me Bouabid, est « *celui de la relance, de la maturité politique et de l'espérance* » ?

Sans doute, ce congrès n'a-t-il pas été improvisé. La décision de le tenir remonte au 30 juillet 1972. C'est à cette date, en effet, que Me Bouabid et ses amis doivent se résoudre à rompre avec la droite de l'ancienne U.N.F.P. regroupée autour de l'ex-Premier ministre Abdallah Ibrahim et du leader de l'Union marocaine du travail (U.M.T.), Mahjoub Ben Seddik. Ce dernier se voit reprocher, en effet, d'avoir camouflé son immobilisme syndical sous des slogans enflammés et sa volonté de « domestiquer » l'U.M.T. au profit du palais. C'est lui d'ailleurs qui, lors du dernier congrès que l'U.N.F.P. ait pu tenir, en mai 1962, s'était opposé énergiquement au rapport présenté par Mehdi Ben Barka.

A tous les échelons, donc, de la cellule à la direction en passant par la fédération, les militants se sont employés à préparer un congrès qui devait permettre de sortir le parti de la confusion entretenue, durant dix ans, par le compromis passé avec Abdallah Ibrahim et Mahjoub Ben Seddik et de définir une stratégie plus claire. Cependant, la deuxième tentative de coup d'Etat, en août 1972, puis les affrontements armés de mars 1973 entre des militants révolutionnaires et des forces de police à Goulima, Moulay Bouazza et Bouarfa, ne firent qu'accuser le climat de répression au Maroc. L'U.N.F.P. de Me Bouabid fut poursuivie, suspendue ; ses membres furent emprisonnés, torturés. Il était alors impensable que le monarque tolérât la tenue du congrès d'un parti que sa police pourchassait. C'est, en fait, un événement extérieur qui va quelque peu modifier la situation.

L'Espagne franquiste, qui contrôle la partie du Sahara située à l'ouest du Ma-



A.F.P.

Me Abderrahim Bouabid.
Pour l'assainissement du climat politique.

roc, paraît, au début de l'année 1973, de plus en plus décidée à organiser sur ce territoire peuplé en majorité par des bédouins une consultation populaire au terme de laquelle elle pourrait octroyer l'autonomie. Pour Madrid, cette procédure aurait le double avantage d'avoir l'agrément des instances internationales tout en maintenant une domination discrète à travers des institutions et des hommes liés au régime espagnol.

Or, pour tous les Marocains, il ne fait aucun doute que Saquiet El-Hamra et le Rio de Oro, régions particulièrement riches en phosphates, sont, sans contestation possible, un territoire marocain et doivent revenir à la mère-patrie. Pour tout le moins, il leur paraît assez évident que la création d'un peudo-Etat sur cet espace presque désertique mais aux grandes capacités minières et à la situation stratégique enviable, constituerait une menace politique et économique pour le royaume chérifien, lui aussi producteur de phosphates. Du palais à l'opposition, chacun prend conscience du danger.

Mais précisément, pour faire campagne en vue du retour du Sahara au Maroc, Hassan II ne peut se passer de cette opposition. D'une part, il va devoir montrer aux interlocuteurs étrangers dont il va solliciter le soutien, le visage d'un souverain ouvert et d'une nation rassemblée autour d'une même cause ; le voilà donc contraint de mettre une sourdine aux attaques qu'il mène depuis longtemps contre l'U.N.F.P. D'autre part, le roi a besoin de personnalités capables et crédibles politiquement pour plaider cette cause. Ainsi, curieux paradoxe, Me Bouabid sera-t-il appelé à jouer les ambassadeurs de Sa Majesté, allant jusqu'à Pékin prêcher la revendication nationale du Maroc sur le Sahara. Il semblerait même qu'il ait été fait appel à ses bons offices pour rédiger certains documents officiels sur ce sujet.

Un créneau est donc ouvert dans la vie politique marocaine qui a permis à l'U.S.F.P. de tenir ce congrès extraordinaire. Le roi a-t-il, comme certains l'affirment, joué en maître, usant de cette cause nationale pour apparaître comme un monarque éclairé et enfermer l'opposition dans un filet politique plus dangereux encore que les geôles de l'Etat ? Est-ce, au contraire, l'U.S.F.P. qui a fort bien su tirer parti des circonstances pour se ménager le répit nécessaire à sa réorganisation et, dans certaines limites, exercer une influence contraignante sur le monarque ? Il est bien difficile de le dire tant sont subtiles les relations entre le palais et l'opposition au Maroc.

C'est d'ailleurs, sans doute, la première fois que ce parti qui, avec ses quinze mille militants, constitue sans conteste la force politique majeure au Maroc, définissait aussi clairement sa stratégie. Les trois volumineux rapports qui ont été présentés lors de cette réunion — le rapport politique, le rapport idéologique et le rapport sur l'organisation — manifestent une même volonté : celle d'instaurer un socialisme démocratique qui ait pour objectif fondamental « *de mettre l'économie marocaine, avec toutes ses potentialités humaines et matérielles, au service de tous les Marocains, plutôt que de laisser s'implanter ou se développer un système capitaliste et néo-colonialiste qui met les hommes à son service.* »

« Nationaliser » l'Etat

Trois transformations essentielles des structures économico-sociales et administratives existantes sont proposées à cet effet : la mise en place d'un système de planification démocratique et impératif, la nationalisation des principaux moyens de production, la « nationalisation », enfin, de l'Etat, c'est-à-dire sa soumission au contrôle populaire à tous les échelons, en sorte qu'il soit bien au service de l'intérêt du peuple.

Il y a loin de la situation actuelle à ce projet socialiste ! Le premier pas à accomplir dans cette direction serait l'élection d'un Parlement qui fût authentiquement représentatif. Le 17 septembre dernier, le souverain s'est engagé à tenir des élections vers le début de l'automne 1975. Encore faut-il que celles-ci se tiennent librement et ne soient pas truquées. Or, aujourd'hui encore, quatre cents membres de l'U.S.F.P., cent cinquante opposants du mouvement d'extrême gauche marxiste-léniniste « Le Front » et cinquante officiers et sous-officiers sont toujours détenus. De telles élections, appelées par l'U.S.F.P., ne peuvent donc être crédibles aux yeux de cette dernière qu'à plusieurs conditions : « *l'assainissement du climat politique par la promulgation de textes décidant l'amnistie générale* » ; l'abrogation de tous les textes restreignant les libertés privées et la liberté d'expression ; l'abrogation des arrêtés répressifs maintenus en vigueur après le protectorat. Enfin, Me Bouabid demande que des garanties soient données quant à la régularité de cette consultation électorale : la révision totale des listes électorales et l'abaissement de l'âge électoral à dix-huit ans.

Un choix précis

Cette position est voisine de celle de l'Istiqlal avec lequel l'U.S.F.P. entend développer les échanges de vues dans le cadre de la Koutlah. Abdallah Ibrahim doublant Me Bouabid sur sa gauche, sans doute pour se refaire une virginité politique, estime qu'avant toute élection doit être constitué un gouvernement qui appliquerait, durant deux ans, des réformes radicales.

Le roi tiendra-t-il ses promesses ? Remplira-t-il les conditions posées par l'U.S.F.P. ? Les militants de ce parti le croient-ils ? L'expérience passée leur a enseigné la prudence et la méfiance. Déjà, le pouvoir s'applique à renforcer en sous-main des partis essentiellement formels mais proches du palais royal : le Mouvement populaire de M. Ahardane, le Mouvement démocratique populaire du Dr Khatib, ainsi que deux mouvements récemment constitués, le Parti de l'action et le Parti libéral progressiste. L'on se garde donc de toute illusion du côté des amis de Me Bouabid.

En fait, il semble bien que l'U.S.F.P., rajeunie par l'entrée de nouveaux militants, ait fait un choix précis. Entre l'attitude maximaliste du « Front » clandestin et l'option pour une guérilla populaire prônée par certains militants enclins à transposer dans la situation présente les méthodes utilisées du temps de la résistance contre le protectorat français, l'U.S.F.P. choisit une stratégie ferme et une tactique souple. Elle met à profit l'apparente bonne volonté du roi pour exposer clairement à ses militants et au peuple marocain son projet socialiste, et tenter d'obtenir la libération des détenus. Elle gagne du temps pour se restructurer et s'implanter davantage en milieu populaire, afin d'être prête à assumer ses responsabilités le jour venu. Et ce jour-là ne peut venir que de deux manières. Ou bien le roi, par une extraordinaire reconversion, prend le chemin de la démocratie. Ou bien il demeure tel et son régime, progressivement miné par les difficultés économiques (on craint une famine l'an prochain) et par la corruption, est, à terme, renversé par un coup militaire. Une voie éthiopienne qui risque fort d'advenir au Maroc.

P.-L.S.